Karl Marx

NPA REVOLUTIONNAIRES RÉVOLUTIONNAIRES

Bulletin des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste de Dassault Mérignac et Martignas

Contre l'extrême-droite, par nos manifestations et nos grèves, en finir avec 40 ans de politiques antisociales et racistes, de gauche comme de droite

Après la débâcle de sa liste aux Européennes, Macron a dissous l'Assemblée nationale. « Je veux vous redonner le choix », a-t-il dit. Tu parles! Sous les arands airs, on voit très bien les calculs du politicien pyromane. Celui qui a pavé la voie à l'extrême droite menace maintenant de lui faire une passe décisive. Le « rempart contre l'extrême droite », après avoir mis en musique tous ses thèmes, s'apprête à gouverner avec. Rien d'étonnant : l'un comme l'autre sont des défenseurs acharnés des intérêts du patronat.

Petits arrangements entre meilleurs ennemis

Le ras-le-bol de sept ans de sa politique au service des riches, d'une politique de casse des services les plus essentiels à la population et d'attaques incessantes contre les travailleurs s'est traduit par le vote qui a sanctionné Macron et sa politique.

Mais difficile de s'en réjouir, car c'est l'extrême droite qui tire les marrons du feu, totalisant plus de 40 % des voix exprimées. Certes, l'abstention relativise ce résultat, mais ils sont bel et bien là, avec la recette habituelle des Le Pen-Bardella et autres Zemmour-Marion Maréchal : en pariant sur la haine de Macron, sagement débarrassée de toute haine du capitalisme, le système social qu'ils ont en commun. En la transformant au contraire en haine contre ses cibles déjà désignées, toujours les mêmes : étrangers, immigrés, femmes et minorités de genre, contre les travailleurs les plus exploités. Et en définitive contre toute la classe ouvrière.

Ni les élections ni « l'union de la gauche » ne feront reculer les idées d'extrême droite

Les partis de gauche se sont lancés dans la course des Européennes en ordre dispersé, en ayant tous en tête le leadership pour l'élection présidentielle de 2027. Face à l'inquiétante vague brune, beaucoup espèrent les voir de nouveau s'unir pour l'endiguer. On peut comprendre l'inquiétude.

Mais aucun « front populaire » ou « union de la gauche », dont les différentes moutures ont été responsables de la montée de l'extrême droite des dernières décennies, ne pourront lui faire « barrage », et encore moins maintenant que leurs faibles scores les obligent, pour avoir des députés, à refaire alliance avec Macron, au second tour ou dès le premier.

La nécessité d'une riposte du monde du travail et de la jeunesse

Oui, l'unité de ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite et contre Macron est plus que jamais nécessaire. Mais lutter en commun, ce ne sera pas nous appuyer sur un bulletin commun dans l'urne, mais sur notre force collective, celle de notre nombre, de nos mobilisations. Refuser leur monde, porter la lutte là où nous sommes les plus forts. Dans la rue, en participant, en organisant des rassemblements et des manifestations. Dans les entreprises, faire levier avec notre rôle essentiel de travailleurs : nous faisons tourner toute la société, cela nous donne une force potentielle gigantesque.

Ces idées, ce sont celles que les listes des révolutionnaires ont défendues aux Européennes, en particulier notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! ». Celles et ceux qui ont voté pour ces listes ont été peu nombreux, mais ils ont eu raison de le faire. Nous remercions bien sûr toutes celles et ceux qui, malgré le boycott des médias, ont voté pour la liste menée par Selma Labib et Gaël Quirante et nous les appelons à nous rejoindre, car il faut préparer les luttes dès aujourd'hui. Aucune élection n'a le pouvoir d'en finir avec le capitalisme. Mais nous pouvons y exprimer autre chose que la résignation ou l'illusion du « moins pire ». C'est pourquoi les révolutionnaires doivent constituer un pôle aux prochaines élections législatives. En tout cas, le NPA-Révolutionnaires fera tout pour en être.

Éditorial du NPA Révolutionnaires du 10 juin 2024

Une direction qui fait (g)rêver

L'accord qui se profile suite au rachat de AAA par Daher est loin d'être aussi avantageux qu'annoncé. Les primes d'ancienneté, de petits déplacements ou d'équipe seront réduites voire supprimées. Le treizième mois vendu comme le gros cadeau de cet accord, servira en bonne partie à compenser les pertes. Et comme on le craignait, les prétendues augmentations de salaires serviront de prétexte pour des NAO au rabais. Une première journée de grève est prévue le 5 juillet. D'autres devront suivre pour que puisse s'exprimer le refus de cet accord injuste.

La saison des pots de départ

130 personnes ont quitté AAA ces trois derniers mois, environ un douzième des effectifs. Une tendance qu'on observe largement ici et qui risque de continuer un petit moment. Les salaires et les conditions de travail chez AAA ont de quoi faire fuir, surtout dans un secteur qui recrute et fait espérer à beaucoup de trouver mieux ailleurs. Pour retenir les collègues, la direction de AAA est prête à beaucoup, mais visiblement pas à passer en caisse.

L'arbitraire de primes, ça suffit

« Toi non, toi oui, toi non », la distribution de certaines primes ressemble à une loterie injuste. Leur attribution est laissée à la discrétion de la hiérarchie qui sanctionne les « bons » et les « mauvais » éléments , selon ses critères à elle. De quoi punir les plus remuants, ceux qui ont été trop absents et faire comprendre aux autres ce qu'ils risquent s'ils sortent du rang. Si ça fait plaisir aux patrons de distribuer des primes, qu'ils ne se privent pas mais qu'ils la donnent à tous!

Non aux cadences infernales

Nouveaux bâtis, départ d'une partie de la production pour faire de la place, tout se met en place pour nous faire produire toujours plus. Enfin presque tout, parce que le recrutement n'est pas vraiment au rendez-vous et arrive tardivement. Quant au matos, on manque de tout et les consommables sont déjà trop rarement fournis. En somme, on va devoir cravacher encore plus avec les moyens du bord. L'urgence pour nous ce serait plutôt de baisser les cadences, surtout si c'est pour faire des avions de luxe ultra polluants et des engins de guerre!

L'hypocrisie des riches

Laurent Dassault, petit-fils de Marcel, et surtout héritier du groupe Dassault, était présent ce lundi 10 juin aux commémorations du massacre perpétré il y a 80 contre les habitants du village d'Oradour-sur-Glane. Sa présence était justifiée par son don de 1 million d'euros pour financer la rénovation des ruines du village.

Il la joue philanthrope alors que sa fortune est bâtie sur notre exploitation et sur la prolifération d'autres villes et villages en ruine partout dans le monde. Révoltant!

1er prix du mépris

Safran dans une communication du 10 juin dernier tient à rappeler qu'elle a été élue meilleure entreprise en 2023 dans le domaine de l'aéronautique et de l'armement par le magasine Time. Nous tenons alors à lui rappeler que suite aux annonces de 1,6% d'augmentation en janvier, des grèves ont touché ses sites de Corbeil, Villaroche, Gennevilliers, Saint-Quentin-en-Yvelines, Chateaudun, Colomiers Nacelles - entre autres – entre fin janvier et début mars, pour revendiquer de vraies augmentations de salaires et pas des miettes.

Si on demandait leur avis aux salariés, c'est sans doute un tout autre prix qu'ils auraient décerné.

Condamnée, Safran nie toujours

Dans cette même communication, la direction de Safran rappelle que sa « culture d'entreprise repose sur le principe du zéro accident grave ou mortel ».

Pourtant elle vient d'être condamnée le 15 mai dernier en appel pour les blessures subies par deux ouvriers et la mort d'un troisième lors d'un incendie sur le site de Safran-Céramic à Saint-Médard-en-Jalles en 2013. La direction avait obligé les trois salariés à travailler sans respecter les distances de sécurité. On est bien loin du respect des principe de la culture de cette entreprise.

Cette condamnation n'est malheureusement que la partie visible des trop nombreux accidents de travail que le patronat tente à tout prix de cacher, chez Safran comme ailleurs.

États-Unis : vers un durcissement de la politique migratoire

Alors que Joe Biden arrivait en France pour une visite officielle de cinq jours, son administration faisait savoir qu'elle allait prendre des mesures permettant de fermer temporairement la frontière avec le Mexique en cas d'afflux trop important du nombre de migrants. De plus, au même moment, un décret empêchant ces migrants de bénéficier du droit d'asile est entré en vigueur. De toute évidence une tentative de Biden de séduire une partie de l'électorat conservateur qui penche pour Trump, qui a fait de la lutte contre l'immigration un de ses chevaux de bataille. Mais dans la pratique, cette politique va rendre encore plus dangereux le passage de cette frontière déjà considérée comme une des plus meurtrières au monde sans pour autant stopper le flux migratoire. Mais pour Biden, comme pour Trump, la vie d'un migrant vaut moins qu'un bulletin de vote.